



Jardinage La viorne, qui compte plus de 150 espèces, a été élue plante de l'année 2024 par JardinSuisse. >> 23



Le tofu et le goût, c'est compatible

Vous trouvez le tofu insipide? A l'occasion du Veganuary, voici trois recettes aux accents asiatiques qui pourraient vous réconcilier avec cet aliment chouchou des végétariens et véganes. >> 21

MAGAZINE

19

LA LIBERTÉ
MARDI 23 JANVIER 2024

La Française Camille Etienne signe un livre qui vise à sortir de notre «impuissance collective»

«La chose publique nous échappe»

<< GRÉGOIRE MOTTET

Ecologie >> En Suisse aussi, elle inspire. La Française Camille Etienne, déjà invitée par l'Université de Lausanne en octobre dernier, sera à Genève le 25 janvier pour une conférence à la Société de lecture. L'écologiste a publié *Pour un soulèvement écologique* aux Editions du Seuil, en 2023, un livre dans lequel elle conjure l'impuissance face au statu quo et appelle à une mobilisation portée par une peur, selon elle féconde, des risques environnementaux qui pèsent sur nous. L'activiste mène de front plusieurs luttes, notamment contre l'exploitation des océans, contre Total, contre une nouvelle autoroute dans le sud de la France. Interview.

A qui s'adresse votre livre?

Camille Etienne: Il ne s'adresse pas à quelqu'un en particulier. Je voulais raconter ce que c'est, au-delà des fantasmes, d'être une activiste écologiste. Je voulais parler des actions concrètes faites ici et ailleurs. J'ai surtout écrit ce livre pour faire gagner du temps à des gens qui se sentent impuissants, en partageant des références qui m'ont permis d'avancer dans mon parcours intellectuel.

Quelle est cette impuissance?

Elle vient du sentiment que la chose publique nous échappe. Elle est orchestrée et organisée. Historiquement, l'industrie fossile a semé le doute et créé le climat scepticisme. Aujourd'hui, il existe un discours selon lequel la technologie va nous sauver, avec la géo-ingénierie ou la séquestration du carbone, par exemple. Ce sont des solutions qui arrangent beaucoup l'industrie fossile et les pouvoirs publics, parce qu'elles mettent à distance le citoyen.

Vous parlez à plusieurs reprises des dirigeants, «cette poignée de personnes qui ont tout et décident de tout». Selon vous, tout le système politique et économique est à revoir?

Ce sont les deux à la fois. Evidemment, il faudrait réformer toutes nos institutions. Le cadre dans lequel la décision est prise – c'est un peu différent en Suisse certes, mais vous n'êtes pas exempts de problèmes non plus – n'est pas propice à la mise en place d'actions réellement écologiques, qui soient le fruit d'un processus démocratique. Mais, il y a aussi le «là-maintenant-tout de suite» à gérer et il faut jouer avec les règles du jeu pour obtenir des victoires concrètes. Parce que derrière chaque demi-dixième de degré, il y a des vies humaines et non humaines en danger, souvent celles des



Camille Etienne (à gauche) aux côtés d'une autre militante française, Anne-Sophie Roux, et de l'acteur Lucas Bravo, lors d'une manifestation contre l'exploitation minière des fonds marins devant le Parlement norvégien à Oslo, le 9 janvier. Keystone

plus précaires. Il est possible d'avoir un rapport sceptique aux institutions, aux partis, aux élections, mais pour autant de les utiliser.

Vous parlez autant des dirigeants politiques qu'économiques. Deux cibles aussi importantes l'une que l'autre?

Oui. La porosité entre les deux est très grande. Ces deux instances se rejettent sans cesse la balle. Il est important de montrer qu'une entreprise est un objet politique. A titre d'exemple, lors de la Convention citoyenne sur le climat (une assemblée tirée au sort mise sur pied par Emmanuel Macron en 2019, ndlr), les mesures ont été sabotées par le lobby automobile et publicitaire, de concert avec le gouvernement. La pression et le rapport de force doivent vraiment être sur les deux.

Dans votre livre, vous ne définissez pas le terme, pourtant central, de soulèvement. Pourquoi?

Ce livre n'est pas un mode d'emploi pour être activiste ou se soulever. Cette question ne doit pas être discutée seulement dans des livres, mais elle appartient à chacun. Le soulèvement, pour moi, c'est une forme de

désobéissance, un renoncement moral à une certaine direction du monde. Ensuite sa forme concrète, elle, peut varier: les Soulèvements de la Terre (mouvement écologiste que le Gouvernement français a tenté, en vain, de dissoudre, ndlr), du sabotage et de l'action directe, des élus locaux qui décident de mettre en place des choses par la loi, etc. Le soulèvement se caractérise pour moi davantage dans l'intention que dans la forme.

Vous dites qu'il s'agit de «prendre collectivement le pouvoir». Qu'est-ce que cela veut dire?

Prendre le pouvoir, c'est imposer notre présence, dire



«Le monde de demain existe déjà. Il est incarné par des luttes, des corps, des lieux» Camille Etienne

qu'on ne pourra plus décider sans notre avis. Par exemple, lors de la dernière grosse action des Soulèvements de la Terre, nous nous sommes opposés à l'A69, une autoroute qui devait relier Castres et Toulouse en condamnant 400 hectares de terres arables. Pour reprendre le pouvoir contre une entreprise alliée à un gouvernement régional, nous avons fait une alliance. Avec des parents du coin qui ont peur parce que des usines de ciment vont naître à côté des écoles, des agriculteurs qui vont perdre des terres parce qu'elles sont sur le tracé, et des activistes opposés à cette nouvelle autoroute pour défendre l'environnement.

CONTRE L'EXPLOITATION MINIÈRE DES OCÉANS

Le 9 janvier, le Parlement norvégien s'est prononcé sur l'ouverture à l'exploration minière, et non l'exploitation, en grande profondeur des eaux territoriales de son archipel arctique du Svalbard. Camille Etienne combattait vivement ce projet aux côtés de l'acteur Lucas Bravo ou encore de l'activiste Anne-Sophie Roux: «C'est un sujet important car ce n'est pas «juste» un nouveau pipeline, c'est une toute nouvelle industrie qui pourrait s'ouvrir», souligne-t-elle. Et de se réjouir: «Nous avons su en faire un

sujet à temps et empêcher les industriels miniers de condamner, avec des Etats, l'océan pour y récupérer des minerais.» La militante française rappelle que l'endroit reste encore inconnu: «90% de sa biodiversité n'est pas encore étudiée. Nous avons obtenu que la France et la Suisse soutiennent un moratoire. Maintenant, nous sommes en train de porter ce sujet au niveau international et norvégien, car ce pays est le premier qui voulait se lancer dans cette exploitation.» GR

Faut-il choisir entre action directe ou lobbyisme?

On perd beaucoup de temps à imaginer qu'il y a des contradictions entre toutes ces formes d'action. Nous avons obtenu des victoires parce que nous avons fait de l'action directe, mais aussi des réunions publiques, des négociations internationales. Parce qu'on ne sait jamais ce qui marchera, il faut tout essayer, en avançant avec le même but.

Un de vos chapitres s'intitule «celles et ceux qui se soulèveront». A qui est-ce que cela renvoie?

De la même manière qu'il n'existe pas «un» effondrement mais plutôt plusieurs effondrements qui ont déjà lieu (perte de la biodiversité, pollution, etc.), il n'y a pas un Grand Soir qui va arriver. Le monde de demain existe déjà. Il est incarné par des luttes, des corps, des lieux. Par contre, j'espère que le soulèvement viendra de celles et ceux qui sont les plus opprimés, qui vivent dans leur chair les conséquences du dérèglement climatique.

Selon vous, faire de la question climatique une question générationnelle est un leurre. Pourquoi?

C'est d'abord sociologiquement faux. Il n'y a pas de génération climat. Il y a de nombreux aînés qui se sont soulevés avant nous et participent au mouvement climatique actuel. C'est en plus dangereux, car ça permet de diviser pour mieux régner. Faire de l'écologie un combat intime dans les familles de type «moi contre mon oncle» empêche une autre ligne de fracture d'exister, la fracture sociale.

Quelles mesures écologiques seraient particulièrement importantes?

Par exemple, signer un moratoire international sur l'exploitation des fonds marins, rejoindre un traité de non-prolifération des énergies fossiles ou interdire le glyphosate et donner de l'argent aux agriculteurs qui font une transition, car aujourd'hui passer du conventionnel au bio représente six ans d'exploitation à perte. Mais je ne voulais pas d'un livre programmatique. Les décisions doivent être prises collectivement, sur le modèle de la Convention pour le climat, reprise à l'Université de Lausanne avec l'Assemblée de la transition. Je pense que les mesures résultant de ces processus d'intelligence collective sont bien plus légitimes à être portées que les idées que j'aurais moi toute seule. >>

> Camille Etienne, *Pour un soulèvement écologique. Dépasser notre impuissance collective*, Ed. Seuil, 176 pp.